

# **EPA MASSE DES DOUANES**

**Cité du Havre**

**REPRISES PONCTUELLES DES DESORDRES  
EN FACADES DES BÂTIMENTS B, D ET E**



**Direction Générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI)  
Établissement public administratif « La Masse des douanes »  
Service central**

**MARCHE DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
C.C.P.**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 -</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1.1.	OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2.	DÉFINITION DE LA MISSION.....	4
1.3.	TRANCHES.....	5
1.4.	DURÉE DU MARCHÉ.....	5
1.5.	MONTANTS MAXIMUMS DE TRAVAUX.....	5
1.6.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
1.7.	GROUPEMENT DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - COTRAITANCE.....	6
1.8.	MODE DE DÉVOLUTION DES TRAVAUX.....	6
1.9.	DÉLAIS DE DÉROULEMENT DU CHANTIER.....	6
<b>ARTICLE 2 -</b>	<b>DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 -</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION.....</b>	<b>6</b>
3.1.	REPRÉSENTATION DU TITULAIRE.....	6
3.2.	COTRAITANCE : RÔLE DU MANDATAIRE.....	6
3.3.	ORDRE DE SERVICE À L'ATTENTION DU TITULAIRE DU MARCHÉ.....	6
<b>ARTICLE 4 -</b>	<b>FORFAIT DE REMUNERATION.....</b>	<b>7</b>
4.1.	FORME DE LA RÉMUNÉRATION.....	7
4.2.	MODALITÉS DE FIXATION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION.....	7
4.3.	DISPOSITIONS DIVERSES.....	8
<b>ARTICLE 5 -</b>	<b>PRIX.....</b>	<b>8</b>
5.1.	MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX.....	8
5.2.	MOIS D'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ.....	8
<b>ARTICLE 6 -</b>	<b>RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....</b>	<b>8</b>
6.1.	AVANCE.....	8
6.2.	ECHÉANCIER DES ACOMPTES.....	9
6.3.	MONTANT DE L'ACOMPTE.....	9
6.4.	DÉCOMPTE FINAL.....	10
6.5.	RÈGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS ET/OU DE SOUS-TRAITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT.....	10
<b>ARTICLE 7 -</b>	<b>DÉLAI – PÉNALITÉS.....</b>	<b>11</b>
7.1.	DÉROULEMENT DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	11
7.2.	RESPECT DES DÉLAIS.....	11
7.3.	REMISE DES DOCUMENTS D'ÉTUDES.....	12
<b>ARTICLE 8 -</b>	<b>EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES</b>	
<b>DE TRAVAUX</b>	<b>13</b>	
8.1.	ASSISTANCE AUX CONTRATS DE TRAVAUX.....	13
<b>ARTICLE 9 -</b>	<b>TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>13</b>
9.1.	AVENANTS.....	13
9.2.	MODIFICATIONS.....	13
<b>ARTICLE 10 -</b>	<b>LES ORDRES DE SERVICE et JOUR DE RÉUNION DE CHANTIER.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 11 -</b>	<b>DIRECTION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>14</b>
11.1.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	14

11.2.	MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS.....	14
11.3.	REGISTRE DE CHANTIER.....	15
11.4.	VÉRIFICATION DES PROJETS DE DÉCOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS.....	15
<b>ARTICLE 12 -</b>	<b>CONSTAT DE FIN DE MISSION.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13 -</b>	<b>RESILIATION.....</b>	<b>15</b>
13.1.	RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.....	15
13.2.	RÉSILIATION DU MARCHÉ AUX TORTS DU MAÎTRE D'ŒUVRE.....	16
<b>ARTICLE 14 -</b>	<b>ASSURANCES.....</b>	<b>16</b>
14.1.	ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE.....	16
14.2.	ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE DÉCENNALE.....	16
14.3.	ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE DU TITULAIRE.....	17
<b>ARTICLE 15 -</b>	<b>DIFFERENDS ET LITIGES.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 16 -</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG-MOE.....</b>	<b>17</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. Objet du marché

Le marché, régi par le présent Cahier des Clauses Particulières, est un marché de maîtrise d'œuvre, ayant pour objet **les reprises ponctuelles des désordres en façades des bâtiments B, D et E de la cité du Havre située au 91 rue Casimir Delavigne.**

### 1.2. Définition de la mission

Le présent marché est régi par la loi « MOP » n° 85.704 du 12 juillet 1985 et ses modifications successives complétées par les textes d'application modifiés (Décret n° 93.1268 du 29 novembre 1993, arrêté du 21 décembre 1993).

Les missions confiées au titulaire du présent marché sont :

#### **Mission A : Traitement des pathologies existantes**

##### Mission diagnostic sur les pathologies existantes :

- Prise de connaissance des diagnostics des façades des bâtiments B, D et E
- Diagnostic visuel des pathologies
- Etablissement d'un rapport sur l'ensemble des façades des bâtiments B, D et E - y compris approche financière du montant de travaux à réaliser

##### Mission études :

- Mission PRO sur la sécurisation des façades (y compris estimation des travaux à réaliser, à partir de laquelle sera fixé le forfait de rémunération définitif par application du taux annoncé à l'Acte d'Engagement).
- Rédaction d'un contrat-cadre à bons de commande et définition des missions ponctuelles des entreprises permettant des reprises d'ouvrages et la mise en sécurité de ces derniers.  
Cette mission décrira et définira par typologie d'ouvrage, les prestations détaillées qui pourront être commandées à l'entreprise afin de reprendre les ouvrages – corniches enduits traitements ponctuels de reprise de murs.  
Les prestations seront détaillées par prix unitaire et permettront à la Maîtrise d'Ouvrage de passer commande sur une typologie d'ouvrage. (A titre d'exemple : PU de la réfection des enduits – dégrossis et enduit traditionnel de finition) – Etablissement d'un DQE pour consultation des entreprises.
- Mission ACT

Mission suivi des travaux : EXE, DET et AOR sur la reprise ponctuelle des désordres

#### **Mission B : Traitement des nouvelles pathologies**

Mission études : Proposition d'un quantitatif par pathologie à partir du bordereau de prix de l'entreprise titulaire du contrat-cadre à bons de commande.

Mission suivi des travaux : EXE, DET et AOR sur la reprise ponctuelle des désordres

Le candidat doit répondre obligatoirement sur l'ensemble des missions. Aucune n'est optionnelle.

Le contenu de ces éléments de mission est défini dans le titre III du livre IV de la partie 2 du code de la commande publique, ainsi que dans l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

L'assistance à la passation des contrats de travaux (ACT) inclut l'assistance au maître d'ouvrage dans la rédaction des pièces administratives et techniques des différents DCE ainsi que dans la négociation avec les entreprises candidates aux différents marchés.

### 1.3. Tranches

Le marché sera composé de deux tranches identifiées :

- Tranche ferme : Mission A
- Tranche optionnelle, sous forme de bons de commande : Mission B

### 1.4. Durée du marché

Elle est précisée à l'article 3 de l'acte d'engagement.

La durée initiale de l'accord-cadre est fixée à 1 an(s) à compter de la date fixée par l'OS de démarrage.

L'accord-cadre pourra être reconduit 3 fois. La reconduction est tacite.

Le titulaire dispose de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre. Il devra, à cet effet, signifier sa décision au plus tard 100 jours calendaires avant la fin de la période initiale de l'accord-cadre.

En l'absence de décision de sa part, dans ce délai, la reconduction sera considérée comme acceptée.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il prendra une décision expresse de non-reconduction qui sera notifié au titulaire au plus tard dans un délai de 100 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

### 1.5. Montants maximums de travaux

Les montants maximums de travaux sont fixés par mission :

- Mission A : 180 000 € HT
- Mission B : 120 000 € HT (du démarrage de la mission B jusqu'à la fin de l'accord-cadre).

### 1.6. Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement, au titulaire, un ou plusieurs marchés sur le fondement de l'article R2122-7 du code de la commande publique, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

### 1.7. Groupement de Maîtrise d'œuvre - Cotraitance

Au sens du présent document, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés "cotraitants" s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Ils constituent un groupement solidaire ou conjoint.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des cotraitants est engagé financièrement pour la totalité du marché : l'un d'entre eux désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des cotraitants vis à vis du pouvoir adjudicateur.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des cotraitants s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché : l'un d'entre eux désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des cotraitants vis à vis du pouvoir adjudicateur. Il est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

### 1.8. Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux sera effectuée par marchés séparés.

### 1.9. Délais de déroulement du chantier

Suivant planning présenté à l'article 8 de l'Acte d'Engagement.

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, la liste et l'ordre des pièces contractuelles du présent marché sont précisés à l'acte d'engagement.

## ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION

### 3.1. Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le mandataire indique au représentant du maître d'ouvrage, **le nom et les coordonnées professionnelles de la personne physique chargée de conduire la mission** en son nom. Ce responsable, désigné par le mandataire en son sein, est l'unique interlocuteur du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

### 3.2. Cotraitance : rôle du mandataire

Le rôle du mandataire est le suivant :

- il représente les différents membres du groupement vis à vis du maître d'ouvrage :
  - à ce titre, le mandataire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les prestations du présent marché soient réalisées dans les conditions dudit marché éventuellement modifié par voie d'avenant, quand bien même un des membres du groupement serait défaillant ;
  - de la même façon le mandataire vise toutes les pièces établies par la maîtrise d'œuvre dès lors que celles-ci concernent l'application du marché (mémoires, réclamations, demandes d'acompte, demande d'agrément de sous-traitant(s), etc.) ;
- il coordonne les prestations des membres du groupement.

### 3.3. Ordre de service à l'attention du titulaire du marché

Le titulaire en accuse réception datée.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au maître d'ouvrage.

## ARTICLE 4 - FORFAIT DE REMUNERATION

#### 4.1. Forme de la rémunération

##### Mission A :

Pour l'exercice de la mission A, le titulaire perçoit un forfait de rémunération, dont le montant est déterminé suivant les conditions décrites ci-après.

##### Mission B :

Pour la mission B, le titulaire perçoit une rémunération composée d'une partie fixe et d'une partie variable (bons de commande). Cette rémunération est réputée couvrir l'ensemble des missions confiées au titulaire.

Les frais de déplacement et d'hébergements éventuels, nécessaires à la réalisation de la mission, sont inclus dans la rémunération du titulaire telle que prévue à son acte d'engagement et ne donnent pas lieu au versement d'une rémunération supplémentaire.

La partie fixe et la partie variable sont indiquées à l'acte d'engagement présenté par le titulaire.

- La partie fixe est forfaitaire et ne dépend pas du montant des travaux susceptibles d'être confiés au titulaire : indépendamment de l'émission de bons de commande, le titulaire percevra une rémunération forfaitaire annuelle, dont le montant est précisé à l'acte d'engagement. Cette rémunération a pour objet de garantir la disponibilité, la réactivité et l'implication du titulaire tout au long de la durée de l'accord-cadre, dans le respect des délais indiqués à l'acte d'engagement, notamment au titre de son devoir de conseil et d'alerte.
- La partie variable correspond à des pourcentages, définis à l'acte d'engagement par le titulaire, applicables au montant de travaux HT estimé pour chaque bon de commande attribué. Trois catégories d'opérations sont identifiées à l'acte d'engagement (montant des travaux inférieur ou égal à 20 000 € HT / montant des travaux entre 20 000 et 50 000 € HT / montant des travaux supérieur ou égal à 50 000 € HT).

Le titulaire du marché ne peut refuser de prendre en charge une opération quel qu'en soit le montant.

#### 4.2. Modalités de fixation du forfait de rémunération

La rémunération du maître d'œuvre tient compte de l'étendue de la mission, du degré de complexité de cette mission et du coût prévisionnel des travaux.

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux provisoire de rémunération  $t$  (fixé à l'acte d'engagement) par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage et précisée dans l'acte d'engagement. Il est provisoire, conformément aux dispositions des articles R2432-6 et R2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du Maître d'Œuvre :

- De la note sur l'ouvrage ;
- De l'estimation financière prévisionnelle fixée par le Maître d'Ouvrage ;
- Des éléments de complexité liés aux contraintes du site ;
- Des délais des études du Maître d'Œuvre et délai de leur approbation par le Maître d'Ouvrage ;
- Du mode de dévolution des marchés de travaux ;
- De la durée prévisionnelle d'exécution des travaux et de leur éventuel phasage ;
- Du découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;

Le forfait définitif est arrêté dès que le coût prévisionnel définitif est accepté par le Maître d'Ouvrage, à l'issue des études PRO conduisant à une estimation des travaux.

#### 4.3. Dispositions diverses

Le forfait définitif est réputé établi sur la base du mois **M<sub>0</sub>** figurant à l'acte d'engagement.

### ARTICLE 5 - PRIX

#### 5.1. Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes – pas de révision de prix du titulaire.

Des révisions des prix s'appliqueront aux marchés de travaux. Une partie du forfait de rémunération de la Maîtrise d'œuvre étant défini suivant les montants de travaux, la rémunération du Maître d'œuvre tiendra ainsi compte des variations économiques.

#### 5.2. Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois **M<sub>0</sub>** fixé dans l'acte d'engagement.

### ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

#### 6.1. Avance

Conformément au code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du marché sous réserve que soient remplies les trois conditions suivantes :

- le montant du marché, est supérieur à 50.000€ HT ;
- le délai d'exécution est supérieur à deux mois ;
- le titulaire a constitué une garantie à première demande garantissant le remboursement de l'avance.

Le montant de l'avance, versé au titulaire, est égal à :

- si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois : 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche affermie, diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct ;
- si la durée du marché ou de la tranche, le cas échéant, est supérieure à douze mois : 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche affermie divisé par leur durée exprimée en mois, diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance versé au sous-traitant, à sa demande se calcule de la même façon au prorata des prestations exécutées par ses soins.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Son délai de paiement court à compter de la date de notification du marché.

L'avance est versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-14 du code de la commande publique et à l'article 11.1 - Option B du CCAG MOE.

#### 6.2. Echancier des acomptes

Le délai global de paiement de l'acompte ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la demande d'acompte du titulaire par la maîtrise d'ouvrage.

Les sommes dues au maître d'œuvre au titre de l'exécution du présent marché, font l'objet d'acomptes périodiques versés dans les conditions suivantes :

- pour l'établissement des documents d'études suivants : DIAG, PRO, QUANTI : les prestations incluses dans les éléments ci-dessus font l'objet d'un règlement !

**50 %** à la remise de chaque livrable  
**50 %** à l'approbation de chaque mission

- au titre de la mission ACT  
**50 %** à la remise du DCE  
**50 %** à la notification des marchés de travaux
- à la remise de la mission EXE et synthèse : **100%**
- au titre de l'élément de mission DET et OPC  
**85%** répartis au prorata du nombre de mois de chantier,  
**15%** à la date de l'accusé de réception, par le Maître d'Ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises,  
Suivant un rapport mensuel correspondant au délai de chantier.
- pour l'élément AOR (assistance lors des opérations de réception), les acomptes sont fixés à :  
**40%** de l'élément de mission à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le Maître d'Ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception ;  
**60%** de l'élément de mission à la remise du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E).
- pour la rémunération fixe de la mission B, deux versements annuels :  
**50%** de la rémunération annuelle, correspondant au 1<sup>er</sup> semestre de l'accord-cadre est demandé à l'issue du 6<sup>ème</sup> mois suivant la notification de l'affermissement de la tranche optionnelle mission B ;  
**50%** de la rémunération annuelle, correspondant au 2<sup>nd</sup> semestre de l'accord-cadre est demandé à l'issue du 12<sup>ème</sup> mois suivant la notification de l'affermissement de la tranche optionnelle mission B.

### 6.3. Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

Le montant de l'acompte à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte périodique précédent ;
- 2) L'incidence de la révision des prix conformément au présent CCP ;
- 3) L'incidence de la TVA ;
- 4) Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3.

### 6.4. Décompte final

A l'achèvement de la mission du maître d'œuvre, le titulaire adresse une demande de paiement finale au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 30 jours à compter de la notification du décompte général pour soit l'accepter, avec ou sans réserve, en y apposant sa signature, soit pour faire connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si le maître d'œuvre ne renvoie pas le décompte général signé dans le délai de 30 jours ou s'il n'a pas motivé son refus ou exposé en détail les motifs de ses réserves en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre et devient le décompte général définitif.

A compter de la date d'acceptation, sans réserve, du décompte général par le maître d'œuvre, ce document devient le décompte général et définitif et ouvre droit à paiement du solde. Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le maître d'œuvre ou de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises sur le décompte final.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courants à compter de la demande présentée par le maître d'œuvre.

Sur la base du décompte final, le maître d'ouvrage établit et notifie le décompte général, et procède aux paiements des sommes qu'il admet, conformément aux dispositions de l'article 11.8 du CCAG MOE.

Lorsque le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire, à la date de signature du décompte général, conformément aux dispositions de l'article 11.8.2 du CCAG, le décompte général est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet du litige ou de la réclamation en cours.

#### 6.5. Règlement en cas de cotraitants et/ou de sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

Le règlement sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG MOE.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre est habilité à présenter les décomptes périodiques et le projet de décompte général et à accepter le décompte général.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 11.4.1 du CCAG MOE, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le maître d'ouvrage sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au maître d'ouvrage par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le maître d'ouvrage procèdera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

### ARTICLE 7 - DELAI – PENALITES

#### 7.1. Déroulement de l'exécution du marché

L'intervention du maître d'œuvre débute **à la date de notification du marché**.

#### 7.2. Respect des délais

Les délais sont précisés à l'Acte d'Engagement.

#### a) Pénalités de retard dans la remise des documents

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la remise des documents suivants, le titulaire encourt, sans mise en demeure et par jour calendaire de retard, les pénalités suivantes du simple fait de la constatation du retard :

DIAG / QUANTI	100.00 euros
PRO / EXE/ DCE	100.00 euros
Assistance aux marchés de travaux	100.00 euros
Visa	100.00 euros
Direction de l'exécution des contrats	100.00 euros
Diffusion du compte rendu de chantier	100.00 euros
Contrôle des situations de travaux déposés sous chorus Pro et du décompte final	100.00 euros
Validation des actes de sous-traitance	100.00 euros
AOR	100.00 euros
Proposition de réception	100.00 euros
PV levée des réserves	100.00 euros

#### b) Carence dans la délivrance des ordres de service à l'attention des entreprises

En cas de carence dans la délivrance des ordres de services à l'attention des entreprises, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300,00 euros après mise en demeure du titulaire.

#### c) Pénalités relatives à la défaillance du maître d'œuvre dans la mise en œuvre des opérations de réception

Si le maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé à l'article 41.1 du CCAG travaux, un abattement de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

De plus, si, bien que dûment convoqué, il est constaté que le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par le maître d'ouvrage pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux OPR, un abattement complémentaire de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

En outre, le maître d'ouvrage appliquera une pénalité forfaitaire de 1 500.00 €.

Par ailleurs, si le maître d'ouvrage a fait appel à un assistant éventuel pour l'assister dans les opérations préalables à la réception, le coût de cet assistant sera porté au débit du maître d'œuvre.

#### d) Défaillance du mandataire

Dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-MOE, si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux.

Ces pénalités s'appliqueront sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre et sur le montant total de son marché.

Le forfait de rémunération visé ci-dessus est celui qui résultera de l'acte fixant le coût prévisionnel définitif des travaux. En attendant la fixation de ce coût, on utilisera le forfait provisoire de rémunération. Une régularisation sera opérée dès que le coût prévisionnel définitif sera arrêté.

### 7.3. Remise des documents d'études

#### a) Forme et quantité

Les documents d'études sont remis par le titulaire **à la Maîtrise d'ouvrage 3 jours avant la date des réunions de présentation de chaque phase.**

Le tableau ci-dessous précise le support et le nombre d'exemplaires à fournir.

DOCUMENT	NOMBRE D'EXEMPLAIRES
DIAG	1 exemplaire sur support informatique
PRO	1 ex. sur support informatique
PC	Sans objet
DCE	1 exemplaire sur support informatique
DOE	1 exemplaire sur support informatique + 1 support papier

#### b) Acceptation des documents d'études

Le délai maximal dans lequel le maître d'ouvrage devra procéder à l'acceptation des documents d'étude est fixé à 2 semaines à compter de la date de remise au maître d'ouvrage des documents

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'apporter des précisions ou des ajustements au programme ou au projet et de demander au maître d'œuvre des modifications de ces documents.

Les corrections que le maître d'œuvre devra apporter à ses dossiers sont incluses dans la mission de maîtrise d'œuvre si elles se limitent à des aménagements ne remettant en cause, ni l'esprit du programme ni celui du projet ; et cela quel que soit le stade des études auquel elles seront demandées par le maître d'ouvrage.

S'il n'est pas notifié au titulaire de décisions dans les délais précités, la prestation est considérée comme reçue et validée.

Le Maître d'Ouvrage participera à la validation de la phase DIAG et des documents d'études. L'équipe de maîtrise d'œuvre devra intégrer dans sa rémunération la présentation de ces phases.

## ARTICLE 8 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

### 8.1. Assistance aux contrats de travaux

**A partir de l'ouverture des offres, le maître d'œuvre s'attachera à remettre un rapport provisoire à la maîtrise d'ouvrage sous un délai de 10 jours.**

Sur décision du maître d'ouvrage, **il procédera à la négociation auprès des entreprises et conservera tous les échanges afin d'assurer un traçage.**

Cette négociation pourra **porter sur le prix mais également** sur des compléments d'éléments relatifs aux critères développés sur la méthodologie proposée par l'entreprise.

Une copie de l'ensemble des échanges de courriers seront remis au Maître d'Ouvrage.

Les réponses des entreprises seront systématiquement communiquées au Maître d'Ouvrage.

**8 jours après désignation des entreprises par la commission, le maître d'œuvre se chargera de faire reprendre chaque offre des entreprises retenues par le maître d'ouvrage** (Acte d'engagement, devis, compléments des documents administratifs).

## ARTICLE 9 - TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

### 9.1. Avenants

En cas de modification de prestations décidées par le maître d'ouvrage lors de la mise au point du PRO, le marché de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant qui arrête le programme modifié et le coût prévisionnel des travaux concernés par cette modification et adapte en conséquence la rémunération du maître d'œuvre et les modalités de son engagement sur le coût prévisionnel.

### 9.2. Modifications

Lorsque le Maître d'Ouvrage demandera au Maître d'œuvre certaines modifications du projet à la suite d'une intervention, notamment du contrôleur technique, destinée à pallier une omission, une imprécision ou une erreur du maître d'œuvre, celui-ci devra fournir les études, plans, dossiers et prestations correspondants sans augmentation de son forfait de rémunération.

En revanche, toute modification de la réglementation survenant au cours du présent marché et entraînant des études complémentaires ou la reprise partielle de celles-ci, de manière à obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation de l'ouvrage, pourra donner lieu à rémunération. Il sera établi un avenant pour entériner cette décision.

Les travaux supplémentaires, dus à une erreur, omission, imprécision du maître d'œuvre ou proposés par lui, ne sont pas susceptibles de modifier le coût prévisionnel des travaux. Ils sont en revanche pris en compte dans le coût total effectif des travaux, mais ne donnent pas lieu à rémunération complémentaire. Par contre, les travaux supplémentaires ne relevant pas de la responsabilité du maître d'œuvre pourront faire l'objet, le cas échéant, d'une rémunération complémentaire.

En cas de substitution d'une entreprise à une autre pour quelque raison que ce soit (cessation d'activité, résiliation de marché, ...) entraînant une augmentation du coût des travaux, le maître d'œuvre devra, sans supplément de rémunération, fournir tous les éléments (plans, devis descriptifs, ...) nécessaires à une nouvelle consultation d'entreprise si le maître d'ouvrage lui en fait la demande; les documents contractuels sanctionnant l'avenant au marché de travaux sont fournis eux aussi sans augmentation du forfait de rémunération.

## ARTICLE 10 - LES ORDRES DE SERVICE ET JOUR DE REUNION DE CHANTIER

Le jour de la réunion de chantier est fixé par le Maître d'œuvre et validé par le mandataire à la Maîtrise d'Ouvrage. Elle sera hebdomadaire.

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » le Maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le titulaire du présent marché, adressés par celui-ci à l'entrepreneur dans un délai de 3 jours, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs à :

- la modification du programme initial entraînant une modification du projet
- la notification de la date de commencement des travaux
- la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus

sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit du mandataire à la maîtrise d'ouvrage.

Une copie des ordres de service est remise au mandataire à la maîtrise d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment que ces ordres de service ont bien été délivrés dans les temps impartis.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 40 euros à déduire du montant HT du marché. Le décompte des jours de retard part du lendemain de la date où l'ordre de service aurait dû être délivré. Le jour de remise des documents n'est pas décompté.

## ARTICLE 11 - DIRECTION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché et ne peut y apporter aucune modification.

### 11.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG MOE.

### 11.2. Mise en œuvre des mesures de sécurité sur les chantiers

Application des principes généraux de prévention : Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, au même titre que le maître d'ouvrage et le coordonnateur, le maître d'œuvre doit, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au maître d'œuvre.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage.

Collaboration dans la phase des études : Le maître d'œuvre est tenu d'associer le coordonnateur dès la phase d'élaboration du projet de l'ouvrage, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- le calendrier détaillé d'exécution.

Il devra convoquer le coordonnateur à toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur S.P.S., à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre devra tenir compte des observations du coordonnateur ou adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

Mesures d'organisation générale du chantier : Les mesures d'organisation du chantier sont prises sous l'autorité du maître d'œuvre, elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur S.P.S. et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le maître d'œuvre participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, si le chantier vu le nombre d'entreprises et l'effectif des travailleurs le rend obligatoire.

Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur S.P.S. dans le registre journal de la coordination. Il répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal tenu par le coordonnateur s'il l'estime nécessaire.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

### **11.3. Registre de chantier**

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il ne sera pas tenu par le Maître d'œuvre un registre de chantier.

### **11.4. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Le Maître d'œuvre est tenu de respecter le circuit de validation des acomptes qui seront présentés par les entreprises. Il dispose d'un délai de 5 jours et doit transmettre via courriel les acomptes au mandataire à la maîtrise d'ouvrage pour règlement.

Le maître d'œuvre devra indiquer sur l'état d'acompte la date à laquelle il a reçu le projet de décompte.

En cas de cotraitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui visera les projets de décompte après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres cotraitants.

## **ARTICLE 12 - CONSTAT DE FIN DE MISSION**

L'achèvement de la mission du titulaire intervient lors de la levée de la dernière réserve, pour chaque commande.

La durée initiale de l'accord-cadre est fixée à 1 an(s) à compter de la date fixée par l'OS de démarrage.

L'accord-cadre pourra être reconduit 3 fois. La reconduction est tacite.

## **ARTICLE 13 - RESILIATION**

### **13.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 31 du CCAG MOE, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de cet article 31, l'indemnité de résiliation est fixée à 3 % du montant initial HT du marché diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

### **13.2. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre**

Dans le cas d'une exécution aux frais et risques du maître d'œuvre, et par dérogation aux articles 31 et 32.2.24 du CCAG MOE, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre est rémunérée avec un abattement de 10 %.

## **ARTICLE 14 - ASSURANCES**

### **14.1. Assurance de Responsabilité civile générale**

Le titulaire unique du contrat, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie, au moment de la consultation, par

dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG MOE, puis en cours d'exécution des prestations, si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris au maître d'ouvrage et à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché de maîtrise d'œuvre.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

En cas de groupement avec mandataire solidaire, le mandataire devra également être couvert y compris en cas de faute, erreur ou omission imputable à un des autres membres du groupement.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

- **RC Exploitation : 3 M€ / sinistre dont 1 M€ / sinistre pour les dommages immatériels non consécutifs**
- **RC Professionnelle : 3 M€ / sinistre et par année d'assurance dont 1,5 M€ / sinistre et par an pour les dommages immatériels non consécutifs.**

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

#### **14.2. Assurance de Responsabilité civile décennale**

**En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance**, le titulaire unique du contrat, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moment de l'attribution du marché, par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG MOE, au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra obligatoirement mentionner :

- Les missions ou activités garanties,
- Être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du titulaire unique du contrat ou de chacun des cotraitants en cas de groupement,
- Comporter des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires à savoir :
  - Pour les ouvrages à destination d'habitation : La garantie est accordée à concurrence du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage comprenant également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.
  - Pour les autres ouvrages : La garantie est limitée au montant du coût total de construction HT déclaré au titre du contrat.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des Assurances. En aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement sera tenu également de s'assurer pour :

- la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil,
- la garantie des dommages aux existants en cas de travaux de réhabilitation,
- la garantie des dommages immatériels consécutifs aux dommages de nature décennale ou aux garanties visées ci-dessus.

#### **14.3. Absence ou insuffisance de garantie du titulaire**

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas les attestations demandées aux 14.1 et 14.2 ci-dessus, le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire pour le compte du titulaire les garanties non souscrites et lui refacturera les primes correspondantes.

### **ARTICLE 15 - DIFFERENDS ET LITIGES**

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique et à l'article 35 du CCAG MOE.

En cas d'échec de règlement du litige, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif.

### **ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-MOE**

Les dérogations apportées aux documents généraux et normes françaises homologuées sont explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP :

- dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE apportée par l'article 2 du CCP ;
- dérogation à l'article 16 du CCAG MOE apportée par les articles 7.2 du CCP ;
- dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG MOE apportée par les articles 7.2.4. du CCP ;
- dérogation à l'article 31 et 32.2.24 du CCAG travaux apportée par l'article 13.2 du CCP ;
- dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG MOE apportée par l'article 14.1 et l'article 14.2 du CCP
- dérogation à l'article 28.5 apportée par l'article 11.3. du CCP.

**VERIFICA Mandataire à la maîtrise d'ouvrage**

A .....

Le .....

**« Lu et Approuvé »**

**Accepté par le Maître d'œuvre mandataire**

A .....

Le .....